



Sophie PANTEL

Députée de la Lozère

Secrétaire de l'Assemblée nationale,

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

Membre de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Mende, le 16 janvier 2025

Réaction suite rejet motion de censure : Etre utile...

Motion de censure : Être utile immédiatement aux français

Face à une situation démocratique inédite, où aucune coalition ne dispose de majorité absolue à l'Assemblée nationale, **nous avons proposé une méthode inédite dans l'histoire de la République : une négociation exigeante entre un gouvernement de droite et son opposition de gauche.**

Nous avons fait cette proposition non pas pour obtenir des postes mais **pour faire avancer notre pays et arracher des victoires pour les Françaises et les Français.** Que les choses soient claires, nous sommes et demeurerons dans l'opposition de gauche au gouvernement de droite de François Bayrou.

Mais le pays a besoin d'un budget. Si l'absence d'un budget pour 2025 devait se prolonger, cela aurait d'abord des conséquences défavorables sur les plus vulnérables, les plus petites entreprises et les petites collectivités.

- La France a besoin d'un budget juste, efficace économiquement, utile à la vie des gens
- **Nous sommes guidés par des principes simples** : épargner celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre des efforts demandés, les retraités, les classes moyennes, les malades, les fonctionnaires. Et demander à celles et ceux qui le peuvent, les hauts patrimoines et les très grandes entreprises, les efforts de solidarité que la situation exige.

C'était le sens de nos propositions :

- **Le soutien au pouvoir d'achat des Françaises et des Français** : nous demandons une augmentation significative du SMIC et une augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires ainsi que la ré-indexation des pensions, la non-augmentation du prix de l'électricité et le non-déremboursement des consultations chez le médecin et des médicaments ;
- **Le maintien de services publics accessibles et de qualité pour répondre aux préoccupations des Français** : nous demandons notamment une augmentation des moyens de l'hôpital public et des EHPAD, la non-suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale et le recrutement d'AESH pour l'accompagnement élèves en situation de handicap ;

- **Le soutien à l'activité économique** en particulier au secteur du logement car la construction s'effondre au moment même où les besoins en logement explosent. Nous devons aussi soutenir les efforts d'investissement des collectivités locales, cela vaut dans l'Hexagone et plus encore dans les Outre-mer qui ont droit à un budget à la hauteur des défis qui leur font face ;
- **La bifurcation écologique** avec notamment l'augmentation du fonds vert ;
- **La justice fiscale enfin**, pour financer cet accompagnement et cette protection des Françaises et des Français, et garantir la cohésion sociale de notre pays. Nous demandons notamment une contribution sur les hauts patrimoines et la hausse de la taxe sur les transactions financières.

Nous avons d'ores-et-déjà obtenu plusieurs avancées :

- Grâce aux socialistes, il n'y aura **pas de gel des pensions de 17 millions de retraités en 2025**. Concrètement, cela représente un gain de pouvoir d'achat de 200 euros net par mois pour une pension de retraite de 1 400 euros, 220 euros net par mois pour une pension de retraite de 1 500 euros et de 290 euros net par mois pour une pension de retraite de 2 000 euros ;
- Grâce aux socialistes, il n'y aura **pas d'augmentation des taxes sur l'électricité** ;
- Grâce aux socialistes, il n'y aura **pas de déremboursement des consultations chez le médecin, la sage-femme et pas de aggravation du déremboursement des médicaments**. Concrètement, pour une consultation chez le médecin à 30 euros, il n'y aura pas de hausse du reste à charge payé par le patient de 2,5 euros. Pour une boîte de médicaments à 10 euros, il n'y aura pas de hausse du reste à charge payé par le patient de 0,5 euros ;
- Grâce aux socialistes, **le budget de la santé va être augmenté de 1,2 milliard d'euros, soit environ 18 000 postes de personnels soignants créés ou maintenus**. Pour l'hôpital public spécifiquement, ce sont 800 millions d'euros en plus, soit 12 000 postes de personnels soignants créés ou maintenus ;
- Grâce aux socialistes, **le passage de un à trois jours de carence dans la fonction publique a été abandonné** ;
- Grâce aux socialistes, il n'y aura **pas de suppression de 4 000 postes dans l'éducation nationale** ;
- Grâce aux socialistes, il y aura **2 000 créations de postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap**
- Grâce aux socialistes, **le budget Outre-mer sera préservé** des baisses de crédits du budget Barnier et des moyens exceptionnels seront débloqués pour la reconstruction de Mayotte et de la Nouvelle-Calédonie.
- Grâce aux socialistes, il y aura **moins d'efforts demandés aux collectivités**.
- Grâce aux socialistes, il n'y aura pas de suppression de 500 postes chez France Travail (ex Pôle Emploi). Alors que le chômage remonte, c'était vital.
- Grâce aux socialistes, l'accession à la propriété sera facilitée y compris hors des grandes villes avec l'extension du prêt à taux zéro, et les maires seront financièrement incités à construire plus de logements, à hauteur de 100 millions d'euros
- Grâce aux socialistes, les bailleurs sociaux bénéficieront de 300 millions d'euros supplémentaires pour relancer la production de logements

- Grâce aux socialistes, les crédits du fonds vert pour financer les projets de transition écologique des collectivités dépasseront ceux du budget de Michel Barnier, et nous espérons aller encore plus loin
- Grâce aux socialistes, le fonds de prévention des catastrophes naturelles sera augmenté de 75 millions d'euros
- Grâce aux socialistes, 475 millions d'euros supplémentaires seront affectés au plan pour une bonne gestion des ressources d'eau

Nous avons également obtenu que ce soit les plus riches qui financent ces avancées, et non les ménages les plus modestes :

- Grâce aux socialistes, les actions distribuées gratuitement par une entreprise à ses salariés, essentiellement des cadres supérieurs et des dirigeants, seront mieux taxées ;
- Grâce aux socialistes, la spéculation financière sera un peu mieux taxée, ce qui devrait rapporter 100 millions d'euros ;
- Grâce aux socialistes, le crédit impôt recherche, la niche fiscale la plus coûteuse de France, sera limitée (à hauteur de 400 millions d'euros, sur un coût total de 7 milliards) ;
- Grâce aux socialistes, les patrimoines les plus démentiels seront enfin taxés, ce qui devrait rapporter 2 milliards d'euros par an.

Evidemment, c'est insuffisant. Ce n'est pas notre budget. Mais **sans cette négociation exigeante, aucune de ces avancées n'auraient été obtenues. Aucune. Ce budget aurait été encore plus brutal.**

Nous avons également négocié pour revenir sur la réforme des retraites et le report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans.

- **Le Premier ministre a annoncé que cette réforme pouvait être « plus juste ». Voilà un point d'accord.** Car pour nous, cette réforme est terriblement injuste. Ce sont les classes populaires, les femmes, les personnes avec des carrières longues, hachées, pénibles qui sont pénalisées.
- Il a annoncé convoquer une conférence sociale avec les partenaires sociaux. Sans les socialistes, ce débat n'aurait pas été rouvert, donc nous prenons cette conférence sociale comme **un acquis.**
- Mais celle-ci doit en sincérité et transparence, tout mettre sur la table : âge légal, durée de cotisation, pénibilité, carrières des femmes, sources de financement.
- **Pour les socialistes, le statu quo n'est pas possible.** C'est pourquoi, même dans le cas où syndicats et patronat ne trouveraient pas d'accord, nous avons obtenu que le Parlement ait, dans ce cas, le dernier mot.

En ne censurant pas dès ses premiers pas le gouvernement Bayrou, nous ne lui accordons pas notre confiance.

- **Nous faisons le choix de continuer les négociations afin qu'elles aboutissent au moment de l'examen des budgets de l'Etat et de la sécurité sociale.** Si le gouvernement ne met pas en œuvre ses engagements et prévoit de nouveaux reculs pour les Françaises et les Français dans son budget, le vote de censure est possible à tout moment.

- **Nous permettons également à la loi de reconstruction de Mayotte d'être votée.** En cas d'adoption de la motion de censure et de chute du gouvernement cette loi attendue par les mahorais et les mahoraises tombait. Cela aurait été dramatique pour l'avenir de Mayotte pour toutes celles et tous ceux qui attendent de l'aide pour reconstruire cette île dévastée par un cyclone.
- **Enfin, nous neutralisons l'extrême-droite.** Désormais, la négociation se passe entre la gauche et la droite et plus entre la droite et l'extrême-droite.

Le gouvernement de François Bayrou est sous surveillance des députés socialistes.

Obtenir des changements concrets pour la vie des gens, dans un contexte où il n'y a pas de majorité absolue, c'est être fidèle à nos valeurs.